

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

17 mai 2023

PROGRAMMATION MILITAIRE POUR LES ANNÉES 2024 À 2030 ET PORTANT  
DIVERSES DISPOSITIONS INTÉRESSANT LA DÉFENSE - (N° 1234)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 675

présenté par

M. Saintoul, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, Mme Legrain,  
Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu,  
M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot,  
M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome,  
M. Ruffin, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, Mme Taurinya,  
M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

**ARTICLE 2****RAPPORT ANNEXÉ**

À la première phrase de l'alinéa 9, supprimer les mots :

« service national universel, ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Par cet amendement, le groupe LFI-NUPES souhaite supprimer la mention du service national universel du rapport annexé.

En effet, le SNU est un dispositif mal conçu et inutile. La précarité étudiante ronge les universités, des classes sont fermées dans les écoles et des centaines de professeurs attendent d'être remplacés. Pourtant, le gouvernement préfère un dispositif coûteux qui ne remplit aucun objectif légitime en termes de défense, d'éducation, d'insertion, de cohésion sociale, de résilience ou de solidarité. Discipliner la jeunesse n'est pas un projet politique.

Nous refusons donc le SNU, mais soutenons le projet d'une conscription citoyenne des jeunes adultes. Cette conscription citoyenne permettrait de rémunérer au SMIC une classe d'âge pendant

neuf mois, sans casernement, et de mobiliser de jeunes adultes dans des activités civiles et éventuellement militaires d'utilité sociale et écologique, notamment face aux bouleversements climatiques. Elle serait un tremplin pour beaucoup, un moyen d'insertion et un dispositif égalitaire au service de l'intérêt général, au lieu d'être un dispositif d'encasernement de mineurs pour les soumettre à des activités à connotation faussement militaire comme prévu dans le SNU du gouvernement.